

LA GUERRE DE STALINE CONTRE LE JAPON

**L'opération offensive stratégique
de l'Armée rouge en
Mandchourie, 1945**

Chapitre 2 : Mandchoukouo : une Armée avec un État

Là où certains États ont une armée, l'armée prussienne a un État¹.

Le Japon n'est pas la Prusse de l'Est... mais simplement l'Italie de l'Orient.

Le terme Mandchourie est généralement accepté comme faisant référence à une région du nord-est de la Chine englobant les provinces du Heilongjiang (Heilungkiang), du Jilin (Kirin, Chilin) et du Liaoning (Fengtian, Fengtien). D'une superficie d'environ 1,5 million de kilomètres carrés, elle est bordée au sud par la Corée, le golfe du Liaodong (Liaotung) et la Chine, à l'est et au nord par la province soviétique d'Extrême-Orient et la Sibérie, et à l'ouest par la Mongolie extérieure et intérieure. L'influence du Japon dans la région a réellement pris son envol en 1905, remplaçant celle de la Russie après l'issue de la guerre russo-japonaise, avec l'acquisition de concessions ferroviaires dans le sud de la Mandchourie, en particulier dans la péninsule du Liaodong. Le territoire a été surnommé la zone louée du Guandong et était gardé par une force militaire japonaise, la garnison du Guandong, basée à Port Arthur. Cette force fut rebaptisée Armée du Guandong (*Kantogun*, *Kanto-gun*) en 1919, et rendit compte directement au haut commandement à Tokyo.

Le principal agent de colonisation dans la zone louée était la Compagnie des chemins de fer de Mandchourie du Sud (SMR), « la Compagnie japonaise des Indes orientales »². La SMR, soutenue par le gouvernement japonais, a été en mesure d'extorquer à une Chine faible et divisée tous types de privilèges extraterritoriaux. Il s'agissait notamment des droits légaux et administratifs sur les terres relatives au chemin de fer, le chemin de fer de Mandchourie du Sud. De plus, il a ouvert et exploité des mines de charbon, construit des installations portuaires et des entrepôts, construit des hôtels pour les voyageurs et développé les zones agricoles et industrielles qu'il desservait. Cette expansion fut si réussie qu'au milieu des années 1920, grâce à un processus de construction progressive et fragmentaire d'un empire, le Japon était profondément enraciné dans le sud de la Mandchourie et capable d'exercer une influence économique et politique à grande échelle.

Il y avait cependant un autre acteur dans le nord de la Chine en général, et en Mandchourie en particulier, sous la forme du général chinois Chang Tso-lin (Zhang Zuolin), l'un des plus prospères de son genre pendant l'ère des seigneurs de guerre (1916-1928)³. Anticommuniste, le régime de Chang en Mandchourie était soutenu par son contrôle d'une grande force armée, l'armée du Fengtian. Il était généralement soutenu par les Japonais dans la mesure où il maintenait la Mandchourie pratiquement indépendante du gouvernement nationaliste chinois (Kuomintang) pendant la guerre de Staline contre le Japon.

1 Un aphorisme souvent cité, et peut-être apocryphe, attribué à Voltaire.

2 D'après le journaliste Upton Close : Close (1934), p. 178. « Upton Close » (de son vrai nom Josef Wellington Hall) était un journaliste américain qui avait passé de longues périodes en Asie de l'Est, était considéré comme un expert de la région et s'est fait connaître comme une personnalité de la radio américaine à la fin des années 1930 et dans les années 1940. Voir Davidann (2007), p. 135.

3 Cela s'est produit à cause d'une série de gouvernements faibles dans la capitale, Pékin (Pékin), qui étaient incapables de commander ou de contrôler les gouverneurs militaires, les représentants provinciaux de ce gouvernement. Sans être limités par l'autorité supérieure, beaucoup de ces gouverneurs ont alors commencé à traiter leurs provinces comme des fiefs personnels. Soutenus uniquement par leur capacité à déployer des forces armées, ils taxaient impitoyablement les populations provinciales afin de payer leurs troupes et d'acheter des armes pour leurs armées. Plusieurs de ces « seigneurs de guerre » pourraient s'unir pour faire la guerre afin d'obtenir plus de pouvoir. En 1920, 1922 et 1924, de grands conflits ont eu lieu entre ces cliques. Le « seigneur de guerre » était une malédiction qui rendait la Chine faible – « plus une expression géographique qu'un pays » – et la maintenait dans la pauvreté ; voir McCord (1993). Le terme « expression géographique » est tiré de Mitter (2013), loc. 734.



Certains membres du corps des officiers de l'armée du Guandong avaient commencé à développer leur propre politique géostratégique, distincte de celle du gouvernement de Tokyo. En gros, il cherchait à distancer, et finalement à séparer entièrement, la Mandchourie du contrôle chinois par des méthodes militaires – en d'autres termes, par la conquête. Les politiciens de Tokyo poursuivaient à peu près aux mêmes fins, mais prudemment et par le biais de la diplomatie, bien que soutenue par la force armée. Le fait que ce projet dans son ensemble était en péril est devenu clair en mai 1928 lorsque l'armée de Chang a été battue par une force nationaliste dirigée par Chiang. Ce dernier était engagé dans une campagne militaire, l'Expédition du Nord, pour unifier la Chine sous sa direction et connaissait clairement un certain succès.

L'échec de Chang conduisit à son assassinat par des officiers de l'armée du Guandong, dirigée par le colonel Komoto Daisaku, lors de l'incident de Huanggutun du 4 juin 1928. Le fils de Chang, Chang Hsueh-liang (Zhang Xueliang), le remplaça, mais renonça à la politique de quasi-indépendance de son père et prêta allégeance au Kuomintang et à Chiang. « Cet arrangement », selon l'écrivain chinois Hollington Tong (Tung Hsien-kuang), « n'était pas du tout du goût des Japonais. » Le jeune Chang adopta cependant l'attitude fortement anticommuniste de son père. Étant donné que l'Union soviétique avait hérité des intérêts impériaux russes dans le chemin de fer de Mandchourie du Nord (chemin de fer de l'Est chinois), et qu'il croyait que les fonds collectés grâce à cette entreprise étaient utilisés pour promouvoir le communisme en Chine, il y avait alors un potentiel idéologique clair de conflit. De plus, il y avait un côté nationaliste à la question : le contrôle japonais et soviétique/russe des chemins de fer mandchous irritait à la fois Chang et Chiang. Les pourparlers concernant une approche plus équitable de la propriété, commencés en mars 1929, s'avèrent avortés. Le traitement réservé par Tchang aux communistes chinois n'avait pas, comme l'a dit son biographe officiel, « servi à améliorer les relations entre les deux pays ». Pour Tchang, le communisme constituait « un impérialisme rouge plus dangereux que

l'impérialisme blanc parce qu'il était plus difficile à gérer ». En effet, et du point de vue nationaliste, la pulsion impérialiste s'est manifestée dans les tentatives soviétiques de resserrer leur emprise sur le chemin de fer.

Pour contrer cela, les nationalistes décidèrent de prendre le contrôle en utilisant l'armée de Chang, ce qui provoqua à son tour une réponse militaire soviétique : l'activation le 6 août de l'armée spéciale d'Extrême-Orient sous le commandement du général Vassili Blyukher (Blücher). Son offensive interarmes, utilisant des blindés et des avions, commença dans la nuit du 17 novembre par des températures de -208 °C. Ses forces se déplaçaient rapidement, encerclaient les positions ennemies et coupaient leurs lignes de communication. Le 22 décembre, les Chinois signent le protocole de Khabarovsk, qui rétablit la paix et le statu quo.

Cette brève campagne a démontré deux choses : que l'Armée rouge était capable de mener une guerre moderne, et que les forces militaires chinoises étaient actuellement incapables de faire de même. Ces facteurs ont influencé la pensée des officiers de l'armée du Guandong ; leur mépris pour les capacités chinoises s'est renforcé, mais ils étaient à la fois impressionnés et alarmés par les capacités évidentes de l'Armée rouge. Malgré ce dernier facteur, ou peut-être dans une certaine mesure à cause de lui, le complot visant à prendre le contrôle de l'ensemble de la Mandchourie s'est intensifié.

Coox détaille le processus de conspiration clandestin par lequel les échelons supérieurs de l'armée du Guandong, qui ne comptaient à l'époque que 10 400 hommes en termes d'effectifs militaires, ont décidé de fabriquer un scandale qui les forcerait à prendre des mesures contre les « saboteurs » chinois. Cet incident, l'éponyme de Mukden, s'est dûment produit le 18 septembre 1931 avec une explosion sur les voies du chemin de fer de Mandchourie du Sud près de Mukden (Shenyang).

L'armée du Guandong avait été pré-autorisée à lancer des actions de représailles localisées pour défendre les biens ou les intérêts japonais, mais le lieutenant-général Honjo Shigeru, le commandant de l'armée, est allé bien au-delà. Il a ordonné à ses forces de prendre toutes les villes le long des 1 175 km de chemin de fer. Des renforts coréens furent également mobilisés et, le 25 septembre, ils avaient pris le contrôle des provinces du Liaoning et du Kirin (et donc les communications ferroviaires avec la Corée), tandis que le haut commandement de l'armée à Tokyo « avait du mal à freiner ».

Il y a eu une certaine opposition de la part des forces chinoises, mais dans l'ensemble, elles ont offert peu ou pas de résistance et se sont retirées. C'était conformément à une proclamation à la nation faite par Tchang le 22 septembre ; face à l'agression, la Chine maintiendrait un « calme digne » et ferait appel à la Société des Nations et aux États-Unis (qui ne sont pas membres de la Société des Nations) pour obtenir de l'aide. Inutile de dire que ces appels se sont avérés inutiles et que l'armée du Guandong, qui était bientôt renforcée par le Japon, a poursuivi ses opérations. Qu'elle était engagée dans plus qu'une simple conquête militaire est devenu évident lorsqu'elle a commencé à établir des l'autonomie, les administrations dans les zones qu'il occupait. Ceux-ci étaient dirigés par la population locale. Le point culminant de toute la campagne a eu lieu à la suite d'une conférence à Shenyang les 16 et 17 février 1932 lorsque la formation d'un nouvel État a été annoncée. Il s'appellera Mandchoukouo (l'État mandchou), et sa Déclaration d'indépendance sera publiée le 18 février.

Le gouvernement de Tchang, incapable et même réticent à résister militairement à l'armée du Guandong, fut obligé de s'y résoudre. La trêve de Tanggu de 1933 a donné au Japon le contrôle de la province de Jehol et a créé une zone démilitarisée entre la Grande Muraille et la région de Pékin-Tientsin. Il a ainsi donné naissance à une région tampon entre le Mandchoukouo et la Chine.

Voltaire est censé avoir plaisanté vis-à-vis de la Prusse en disant que « là où certains États ont une armée, l'armée prussienne a un État ». L'idée maîtresse de cette proposition n'était peut-être pas vraiment soutenable en ce qui concerne la Prusse, mais elle s'appliquait certainement à l'armée du Guandong et au Mandchoukouo. La superficie du nouvel État s'étendait sur plus d'un million de kilomètres carrés et, en 1933, il s'était développé pour englober la ville de Chengde (Jehol, Rehe), aujourd'hui dans la province du Hebei (Hopeh). Une zone de l'est de la Mongolie intérieure (la

région autonome de Mongolie intérieure), comprenant les villes de Hulunbuir, Hinggan, Tongliao et Chifeng (Ulanqad). Fenby caractérise ainsi toute l'affaire : « Les officiers du Kwantung avaient organisé la plus grande saisie de terres depuis la Première Guerre mondiale. »

L'État mandchou est devenu l'Empire mandchou, ou Mandchoutikuo, avec la nomination de l'ancien empereur-enfant de Chine, Puyi (Pu Yi), comme dirigeant titulaire en 1934. Quel que soit le nom qu'on lui a donné, la création d'un État dépendant n'était pas une action spontanée surgie de nulle part. C'était plutôt l'aboutissement, au moins en partie, d'une idée évoquée depuis au moins la fin de la guerre russo-japonaise en 1905. Cette notion a été formalisée en 1907 lorsque l'armée a adopté la politique d'expansion vers le nord (*hokushinron*). Cette politique expansionniste, qui visait l'occupation et la colonisation de la Mandchourie et même de la Sibérie, peut être comparée au concept allemand de *Lebensraum*, bien qu'il n'ait pas de connotations raciales évidentes. Le maréchal Yamagata Aritomo, l'architecte de l'armée japonaise moderne et deux fois premier ministre du pays, a soutenu en 1915 que « la Mandchourie est la bouée de sauvetage du Japon, nous devons donc garantir à nos ressortissants l'assurance qu'ils peuvent s'y installer et poursuivre leurs occupations pacifiquement ».33 Sa phrase « La Mandchourie est la bouée de sauvetage du Japon » a résonné. Dans les années 1930, il était devenu monnaie courante et faisait partie de la revendication selon laquelle la région appartenait de plein droit au Japon en raison de la quantité de sang qui y a été versée pendant la guerre russo-japonaise. Le sol de la Mandchourie, affirmait-on, avait été « arrosé par le sang des patriotes japonais ».

Outre la Chine, l'Union soviétique était la plus menacée par la création du Mandchoukouo. Il disposait désormais d'un État agressivement militariste et expansionniste bordant directement l'une de ses régions stratégiquement vitales, la province maritime (*Primorskaya Krai*). Décrit en 1914 par Nansen comme « le pays le plus important [sic] de l'Orient russe » formant « la frontière sur la mer du Japon », il incluait la ville portuaire de Vladivostok. Que le Japon avait des visées sur cette partie du monde, qui n'était devenue territoire russe qu'au milieu du XIXe siècle (et était également connue sous le nom de Mandchourie extérieure), avait été mis en évidence lors de sa part dans la soi-disant intervention sibérienne de 1918-1922. Percevant que la fragmentation de la Russie pouvait être utilisée à son avantage en termes d'ambition impériale, y compris en Mongolie extérieure, le Japon avait envoyé un contingent très important, bien supérieur en nombre à tous les autres déploiements alliés, et ses forces étaient les dernières à partir.

Face à ce problème, l'Union soviétique, fortement préoccupée par des questions internes telles que la collectivisation agricole forcée, les plans quinquennaux d'industrialisation et, bien sûr, les purges du parti, adopta une double stratégie. Sur le front politique, une approche concessionnelle a été adoptée, la plus importante étant probablement la vente, après de nombreux marchandages, du chemin de fer de l'Est chinois au Mandchoukouo en 1935. Le gouvernement soviétique a ignoré les protestations chinoises concernant leur propriété commune, affirmant que l'intérêt de la Chine avait pris fin avec la création du Mandchoukouo.

Il y a également eu une réponse militaire. Cela impliquait le déploiement de forces de l'Armée rouge en Extrême-Orient et le lancement d'un programme de fortification à grande échelle le long des zones frontalières. Le renforcement militaire était important. Selon un rapport de 1938 soumis par Joseph E. Davies, l'ambassadeur des États-Unis à Moscou, l'URSS maintenait « une armée complète et autosuffisante, diversement estimée entre 350 000 et 450 000 hommes » en Sibérie. Il a également été « rapporté que la politique fixe de ce gouvernement était de maintenir constamment dans cette région deux soldats soviétiques pour un soldat japonais au Mandchoukouo ». Coox fournit, et même établit, la preuve que ce rapport de 2:1 a été maintenu, et progressivement dépassé, au cours de la période de 1934 à 1939. La proportion relative dans les avions était encore plus inégale, passant à environ 5:1 en 1939. En ce qui concerne les véhicules blindés, il était d'environ 10:1 la même année.

Malgré la supériorité numérique soviétique, les factions japonaises dédiées à l'option de l'expansion vers le nord ont continué leurs arguments en sa faveur. L'un d'entre eux était le général Araki Sadao, ministre de l'Armée de 1931 à 1934, à qui l'on attribue la déclaration suivante : « Si le Soviet ne cesse pas de nous ennuyer, je devrai purger la Sibérie comme on nettoie une pièce des

mouches. » Un partisan convaincu de la croyance que la guerre contre l'Union soviétique était la mission nationale du Japon, sa demande que le Japon déclenche un conflit préventif a été largement diffusée en 1933 par des écrivains soviétiques. Il a également plaidé en faveur de l'occupation de la Mongolie extérieure, développant ce point en particulier trois ans plus tard :

« Si la Mongolie extérieure est combinée avec le Japon et le Mandchoukouo, les territoires soviétiques en Extrême-Orient tomberont dans une situation très dangereuse et il est possible que l'influence de l'Union soviétique en Extrême-Orient puisse être éliminée sans combat. Par conséquent, l'armée vise à étendre la puissance japonaise-mandchoue en Mongolie extérieure par tous les moyens »

Il n'a pas abordé la question de savoir comment l'occupation de la Mongolie extérieure, que l'Union soviétique considérait comme un allié idéologique et stratégique et qu'elle était déterminée à défendre, se ferait sans combats. La même année, le général Itagaki Seishiro, chef d'état-major de l'armée du Guandong, estime que « le Japon est destiné tôt ou tard à se heurter à l'Union soviétique ».

Les ambitions et les tendances expansionnistes du Japon étaient bien connues en dehors de l'Asie. William Dodd, ambassadeur des États-Unis en Allemagne de 1933 à 1937, a fait état d'une discussion eue en décembre 1933 avec son homologue britannique Sir Eric Phipps sur le thème des « problèmes de désarmement ». Au cours de cet entretien, il informa Phipps que « le Japon, selon certaines informations diplomatiques, est susceptible d'attaquer Vladivostok en avril ou mai prochain ». Sir Eric, a-t-il ajouté, n'était cependant pas « disposé à accepter le danger japonais ».

Le tempérament de Sir Eric s'est avéré correct, et bien que la situation par rapport au danger japonais ait été dynamique, elle n'a pas nécessairement évolué comme espéré. Un changement de direction important s'est produit en décembre 1936 à la suite de l'incident de Sian, nommé d'après la ville de Sian (Xi'an), la capitale de la province de Shensi (Shaanxi, Shanxi) dans le nord-ouest de la Chine, où il s'est produit. Bien que les détails de l'incident de Sian soient obscurs et encore très contestés, les éléments essentiels sont simplement relatés. Chang Hsueh-liang enleva Tchang Kaï-chek, le retint captif pendant deux semaines (du 12 au 26 décembre) et n'accepta de le libérer que lorsqu'il accepta de mettre fin à sa campagne contre les communistes chinois. Au lieu d'être en conflit, le KMT et le Parti communiste chinois (PCC) formeraient une alliance contre les Japonais : le Second Front uni. Il n'est pas clair dans quelle mesure, le cas échéant, Staline était impliqué dans cette affaire, mais il est vrai qu'après la formation du Front, la Chine et l'Union soviétique ont commencé à « tenir bon » contre le Japon.

La manifestation la plus évidente, et certainement la plus prodigieuse, de cela s'est produite sous la forme de l'incident du pont Marco Polo du 7 au 9 juillet 1937. Précipité par un incident initialement anodin entre l'armée de garnison japonaise du nord de la Chine⁴ basée à Tientsin (Tianjin) et la 29^e armée de route chinoise, il s'est rapidement transformé en un conflit massif parce que les Chinois étaient en effet prêts à « tenir bon ». Selon la phraséologie appropriée de Mitter : « Bien qu'aucun des deux camps ne le sache, la Seconde Guerre mondiale en Asie avait commencé. » Les Japonais prévoyaient de résoudre rapidement ce qu'ils appelaient l'incident de la Chine, et l'armée du Guandong a initialement déployé plus de 90 000 de ses soldats à cette fin. Il s'est avéré, cependant, être un brouhaha apparemment sans fond, car Tchang a échangé l'espace à l'intérieur de la Chine contre du temps. Lorsque la capitale, Nankin, fut prise en décembre 1937, les Japonais pensèrent que Tchang devrait se réconcilier et mettre fin à la guerre, mais il avait un plan différent et le gouvernement chinois se réinstalla, finalement à Chungking (Chongqing), à environ 1 100 km de Nankin, dans le sud-ouest de la Chine, d'où la lutte se poursuivit.

Il y avait un corollaire naturel. Avec un conflit non quantifiable et apparemment sans fin en cours en Chine, les chances que le Japon lance une campagne simultanée contre l'Union soviétique

4 En 1901, à la suite de la répression de la soi-disant rébellion des Boxers (mouvement Yihetuan, guerre des Boxers, soulèvement des Boxers), la Chine avait été forcée d'admettre que les nations ayant des légations à Pékin pouvaient stationner des gardes le long de la voie ferrée reliant la capitale à Tientsin. En juillet 1937, le contingent japonais, l'armée de garnison de Chine du Nord (*canon Kahoku chuton*), était estimé entre 7 000 et 15 000 hommes. Lanxin Xiang (2003).

ont diminué. C'était du moins l'opinion de Maxim Litvinov, le commissaire du peuple aux Affaires étrangères (ministre soviétique des Affaires étrangères), à propos de Joseph E. Davies en 1938 : « *Il [Litvinov] a dit que le Japon a environ un million d'hommes en Chine, dont 300 000 au Mandchoukouo, et que les Chinois menaient un combat remarquable et causaient beaucoup de problèmes au Japon. Il a indiqué qu'il ne s'attendait pas à une action agressive du Japon contre l'Union soviétique.* »⁵

En effet, environ trois mois plus tard, Davies rapporta son impression « que l'attitude de la diplomatie russe se durcit définitivement à l'égard du Japon et [est] plus agressive que l'été dernier ». Cette attitude n'était cependant pas soutenue par la puissance militaire, ou du moins plus maintenant. Cette affirmation peut être justifiée en notant que ce « durcissement » diplomatique s'est manifesté au milieu même de la période où Staline était occupé à décapiter ses forces armées, un épisode rétrospectivement, bien que justement, surnommé la Grande Terreur. Au cours de cette purge, trois maréchaux de l'Union soviétique (Toukhatchevski, Blyukher et Egorov) sur cinq au total, plus treize généraux sur quinze, cinquante généraux sur cinquante-sept et 154 généraux de division sur 186 ont été dénoncés comme traîtres. Reconnus coupables d'avoir travaillé pour l'Allemagne nazie et d'avoir coordonné un soi-disant « complot militaro-fasciste », ils ont ensuite été exécutés. La Marine, proportionnellement, s'en est sortie encore plus mal : huit amiraux sur neuf ont été abattus ou assassinés d'une autre manière.

Malgré cette orgie d'automutilation, le fait que l'Armée rouge à l'Est était toujours prête à se battre, et qu'elle était capable de le faire, est attestée par sa performance dans un certain nombre de conflits frontaliers avec l'Armée du Guandong et les forces en Corée. Les frontières entre le Mandchoukouo et l'Union soviétique étaient mal définies ; Coox cite un officier japonais s'exclamant que certaines parties étaient aussi difficiles à délimiter que le pôle Sud. Cela a provoqué une multitude de différends au cours de la période 1932-45 ; Les sources soviétiques en énumèrent 1 850, tandis que les Japonais affirmaient « plus de 1 600 ». Des études soviétiques récentes en énumèrent deux comme étant particulièrement remarquables : les actions du lac Khasan (29 juillet-11 août 1938) et de la rivière Khalkhin Gol (11 mai-16 septembre 1939).

Le lac Khasan est situé dans une zone où convergent les frontières du Mandchoukouo (aujourd'hui la Chine), de la Corée (aujourd'hui la Corée du Nord) et de l'Union soviétique (aujourd'hui la Russie). Le différend a surgi sur la question de savoir si la ligne de démarcation entre l'URSS et la Corée longeait le lac (revendication du Japon) ou le long d'une ligne de terrain élevé, les hauteurs de Changkufeng, à quelques kilomètres à l'ouest (revendication soviétique). Il y a eu de violents combats, mais militairement, l'affaire a été contenue et s'est terminée par une impasse avant d'être résolue diplomatiquement.

L'affrontement sur la frontière entre la Mongolie et le Mandchoukouo au niveau du Khalkhin Gol (rivière Halha) était d'une importance beaucoup plus grande, et certainement d'une grande ampleur. cela a été surnommé l'incident de Nomonhan par les Japonais d'après le nom d'un village voisin. Le différend a surgi sur la question de savoir si la frontière se trouvait le long du cours de la rivière, revendiquée par les Japonais, ou à environ 15 à 20 km à l'est de celle-ci, comme le prétendaient les Soviétiques et les Mongols. La zone en litige, sur le plateau peu peuplé de Hulun Buir, ne contenait pas de grandes prises stratégiques pour l'un ou l'autre camp. Elle a été décrite comme « une zone de plaine, de pâturages et de désert, un peu comme une mer sans piste ».

Il n'y a cependant aucun doute qu'il a commencé en mai 1939 par ce qui peut être considéré comme une escarmouche typique à petite échelle sur une zone de territoire en grande partie sans valeur. Plutôt que de s'éteindre, comme c'est le cas pour de nombreux incidents précédents de même nature, ce différend s'est intensifié, les deux parties se renforçant fortement en juin. Les renforts soviétiques étaient accompagnés d'un officier alors inconnu qui avait survécu à la Grande Terreur : *Komkor*⁶ Georgy Zhukov. Il y a aussi des discussions savantes sur certains aspects du conflit qui en résulte. En effet, un auteur affirme que Komatsubara Michitaro, le commandant de la

5 Mémorandum de conversation entre le commissaire du peuple aux Affaires étrangères, M. Litvinov, et Joseph E. Davies, ambassadeur américain, à l'ambassade, 23 mars 1938 : Davies (1941), p. 190.

6 Commandant de corps, un grade équivalent à celui de lieutenant général.

23e division, la composante centrale de la force japonaise, avait été compromis par les Soviétiques et agissait en tant qu'agent de celle-ci.

Au cours du mois de juillet, les Japonais firent plusieurs tentatives pour attaquer et percer les lignes défensives soviétiques. Ces efforts ont échoué, bien qu'à un coût considérable pour les deux parties. Pendant ce temps, Joukov, qui avait été nommé commandant des forces soviéto-mongoles, regroupées en tant que 1er groupe d'armées, accumula ses ressources et planifia une contre-attaque décisive pour la mi-août. Ses difficultés logistiques ont été aggravées par le fait que tout le matériel nécessaire devait être transporté par camion sur des « routes de campagne » à partir de la tête de ligne la plus proche, qui se trouvait à au moins 650 km de distance. Il a calculé que cela nécessiterait 3 500 camions et 1 400 camions-citernes (camions-citernes), mais il n'avait que 1 724 des premiers et 912 des seconds à portée de main. 1 250 camions et 375 camions-citernes supplémentaires lui ont été envoyés, mais ne sont arrivés qu'après le 14 août. Il a cependant été en mesure de respecter son calendrier en réaffectant des véhicules de remorquage à l'effort. Cela immobilisa évidemment une grande partie de son artillerie, mais il croyait que les défenses telles qu'elles étaient étaient suffisantes pour contrer toute attaque.

Les sources diffèrent quant aux chiffres, mais à la mi-août, le 1er groupe d'armées de Joukov comptait entre 57 000 et 65 000 officiers et hommes soviéto-mongols répartis en trois divisions et cinq brigades blindées. Sur le plan de l'équipement, ils ont déployé plus de 500 pièces d'artillerie, environ 500 chars et environ 400 véhicules blindés à roues, ainsi qu'environ 500 avions. Les forces japonaises du Mandchoukouo se composaient de la 6e armée, qui avait été formée au début du mois d'août, et dont la composante principale était la 23e division. Des éléments de quatre autres divisions, ainsi que divers détachements de soutien, étaient également présents. Bien que les sources diffèrent, Coox fait état d'un total de 58 925 personnes.

La 6e armée était cependant désavantagée. Par rapport à son ennemi, il était déficient en termes d'artillerie, et particulièrement en ce qui concerne les armes antichars, ainsi qu'en infériorité numérique par rapport aux chars et aux avions. À ces questions s'ajoutait la façon dont il combattait et s'attendait à se battre : sa doctrine tactique. Humphreys note que le manuel de campagne de l'infanterie de 1909, qui reflétait naturellement l'expérience récente de la guerre russo-japonaise, « a donné le ton » à l'approche de l'armée au combat : « L'attaque de l'infanterie avec des tirs d'armes légères suivis d'une charge à la baïonnette était la doctrine sur laquelle se concentrait la tactique de l'armée. » La clé du succès de ces tactiques résidait dans la détermination des soldats : « Quelle que soit la puissance de l'ennemi, nous devons nous résoudre à l'emporter avec notre supériorité spirituelle comme une évidence. » Cette croyance, que la sphère spirituelle pouvait vaincre le matériel, a perduré. Un rapport classifié de 1944 du Département à la guerre américain, basé sur des renseignements obtenus au cours d'un combat réel, a noté que « les Japonais semblent penser qu'il y a une vertu mystique dans l'attaque ». L'objectif ultime était d'atteindre les corps à corps avec l'ennemi, afin que « la supériorité japonaise présumée en combat rapproché puisse être réalisée au maximum ». Il a également noté que malgré leur expérience du combat, l'armée japonaise « a continué à violer certains principes fondamentaux de la tactique et de la technique acceptées ». Leur persistance dans de « telles violations » était, conclut-il, « basée principalement sur leur incapacité à créditer l'ennemi d'un bon jugement et d'une efficacité militaire égale ». Il y a un sentiment dans lequel cette dépendance excessive à l'égard de l'infanterie imprégnée de « l'esprit japonais » faisait en fait d'une nécessité une vertu, parce que les efforts de réforme ont été entravés par plusieurs facteurs.

L'armée japonaise a manqué, pour ainsi dire, la Première Guerre mondiale et n'avait donc aucune connaissance de première main des développements militaires qui se sont développés au cours de celle-ci⁷. Néanmoins, les anciens combattants ne manquaient pas d'expérience sur laquelle

7 À part la campagne contre le protectorat allemand de Kiautschou en Chine. Voir Stephenson (2017). L'armée japonaise s'était largement modelée sur son homologue prussienne. En effet, il a été avancé que c'était un officier prussien, Jacob Meckel, « qui a laissé l'impression la plus profonde et la plus durable ». Meckel avait acquis une expérience de combat pendant la guerre franco-prussienne de 1870-1871 et l'avait transmise pendant son mandat (1885-1888) en tant que professeur à l'École d'état-major de l'armée et en tant que conseiller à l'état-major général. C'est son influence qui est souvent créditée de la victoire de Port Arthur en 1894. Voir Kerst (1970), p. 54-5 ;

s'appuyer, et les études sur les opérations britanniques, françaises et allemandes pendant le conflit ont fourni beaucoup d'informations sur les nouvelles armes, tels que des chars et des avions, et des méthodes et des tactiques améliorées. Le général Ugaki Kazushige, ministre de la Guerre de 1924 à 1927, est particulièrement associé aux tentatives de modernisation à cet égard, et à l'élimination d'au moins certains des généraux « tête de pierre » qui s'opposaient à de telles idées. Cependant, à part en ce qui concerne l'adoption des aéronaves, il n'a pas réussi à faire accepter et adopter ses réformes.

Il y a eu des problèmes en termes pratiques. Les bases industrielles et économiques du Japon étaient tout simplement insuffisantes pour la production à grande échelle d'équipements tels que des chars lourds, de l'artillerie automotrice, de l'artillerie lourde et autres. En 1928, on disait aux étudiants officiers de l'école d'état-major de l'armée que « si nous devons armer l'armée avec des armes modernes, elle serait composée d'environ treize divisions ». Quelque dix ans plus tard, la question a été déclarée, mais pas à un public japonais, encore plus carrément :

« Le Japon appartient au groupe des États militaires économiquement faibles. Le Japon n'est pas la Prusse de l'Orient, comme on l'a souvent appelé, mais simplement l'Italie de l'Orient. Elle manque de matières premières et ses industries sont relativement faibles. Comme la force militaire d'un pays est déterminée en dernier ressort par des facteurs économiques en raison des exigences de la technique de guerre moderne, un État économiquement faible ne peut jamais être une puissance militaire de premier ordre. »

Malgré la tentative d'Ugaki d'éliminer les « têtes de pierre », l'armée impériale japonaise conserva nécessairement son parti pris centré sur l'infanterie. Il y avait aussi un tabou institutionnalisé qui proscrivait toute suggestion que cela pourrait être, pour utiliser le jargon moderne, de quelque manière que ce soit sous-optimal. En effet, étant donné que les armées et leurs méthodes de combat sont inextricablement liées aux sociétés d'où elles proviennent, cela n'est pas surprenant. Coox le résume admirablement :

« Les batailles menées pendant le conflit chinois et la guerre du Pacifique rappellent étrangement les guerres de 1894-1895 et de 1904-1905. Ce qui était efficace contre les dynasties Ching et Romanov devrait l'être tout autant contre les ennemis du milieu du XXe siècle. »

Malheureusement pour l'armée impériale en général, et pour l'armée du Guandong en particulier, elle découvrit le 20 août 1939 que ce qui devrait être théoriquement efficace ne l'était certainement pas, en pratique. À cette date, Joukov lança une offensive de pénétration profonde le long d'un front de 30 km. La steppe de Mandchourie était un terrain idéal pour cela, permettant des manœuvres de balayage et des enveloppements, et le plan soviétique l'exploita. Joukov disposait de 498 chars et de 346 voitures blindées, et tandis que le centre japonais était attaqué et mis en place, de puissants éléments blindés balayaient leurs flancs nord et sud. Cinq jours plus tard, près du village de Nomonhan, d'après lequel les Japonais ont donné son nom à la bataille, ces forces se sont donné la main. La 23e division d'infanterie japonaise et ses formations subsidiaires sont prises au piège.

Le lendemain, les Japonais tentèrent de pénétrer à travers les forces encerclantes pour soulager la division encerclée. L'entreprise a échoué, tout comme les efforts de la 23e division pour sortir du piège le lendemain. Cependant, la force encerclée refusa de se rendre, et fut ainsi réduite par des bombardements à grande échelle et des attaques aériennes, l'avantage des Soviétiques en matière d'artillerie lourde leur permettant de pilonner les positions japonaises sans pitié. Le 31 août, la 23e division avait été détruite en tant que force de combat. Joukov et le 1er groupe d'armées soviéto-mongol avaient, pour citer Coox, « accompli précisément ce qu'ils avaient prévu de faire – ni plus, ni moins ». En opposant son armée hautement mécanisée à un adversaire centré sur l'infanterie, qui n'avait aucune réponse à de telles tactiques, Joukov avait appliqué les principes des

opérations en profondeur pour obtenir un succès retentissant⁸. Il avait, en fait, atteint ce sommet de l'excellence militaire : un Cannes des temps modernes⁹.

L'armée du Guandong n'a pas pris la défaite comme la fin de l'affaire, loin de là. Au lieu de cela, ils cherchèrent à renforcer la 6e armée et à monter une contre-opération. Cependant, le conflit prit officiellement fin le 6 septembre, lorsqu'un message « rigide et sévère » fut reçu de Tokyo, indiquant que les opérations offensives devaient être suspendues. De plus grands événements se chaînaient de l'autre côté du globe, le principal d'entre eux étant l'invasion allemande de la Pologne le 1er septembre.

Si cela a marqué le début de la Seconde Guerre mondiale en Europe, ce sont les manœuvres diplomatiques qui l'ont immédiatement précédée qui ont profondément déconcerté et choqué le gouvernement japonais. Staline avait secrètement négocié avec les Allemands et les Britanniques/Français. Le succès de ces négociations a été annoncé le 23 août avec la signature à Moscou du pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop. D'un seul coup, la politique des grandes puissances européennes a été fondamentalement réalignée ; l'Union soviétique n'agissait plus comme un frein potentiel aux ambitions allemandes, mais les soutenait désormais.

Cette nouvelle a eu un « effet dévastateur sur le Japon ». C'était aussi une violation du pacte anti-Komintern ; Le Japon avait conclu ce pacte anticommuniste, et donc implicitement antisoviétique, avec l'Allemagne en novembre 1936. Bien que largement symbolique, il contenait néanmoins un « protocole additionnel secret » non divulgué, dont le deuxième article stipulait : « Pendant la durée du présent accord, les Hauts États contractants ne concluront aucun traité politique avec l'URSS contraire à l'esprit du présent accord sans consentement mutuel. »

Le gouvernement japonais, peut-être de manière compréhensible, est arrivé à la conclusion que l'accord de l'Allemagne avec l'Union soviétique était en effet « contraire à l'esprit » de l'accord ainsi qu'un « coup cruel » et une « grande trahison ». Déjà « démoralisé par la défaite de Nomonhan » et l'interminable campagne à l'intérieur de la Chine, l'accord Molotov-Ribbentrop fut la goutte d'eau qui fit déborder le vase et, « après l'un des mois les plus désastreux de l'histoire moderne du Japon », le gouvernement japonais démissionna le 30 août. La nouvelle administration était, peut-être ironiquement, dirigée par un militaire : le général Abe Nobuyuki. Bien qu'impopulaire et incapable de résoudre les problèmes économiques et internationaux du Japon, il reconnut que la situation actuelle signifiait que le danger que la puissance soviétique représentait pour les intérêts du Japon s'était accru. Son régime adopta une politique à trois volets : gagner la guerre en Chine, éviter tout enchevêtrement en ce qui concerne la guerre en Europe et améliorer les relations avec l'Union soviétique. Il entreprit donc de résoudre l'incident de Nomonhan, et l'a fait les 15 et 16 septembre grâce à la conclusion d'un accord d'armistice. Les officiers supérieurs de

8 Les Japonais étaient largement inférieurs en nombre en termes de chars et, comme « ils n'avaient pas de capacité interarmes fonctionnelle, les unités blindées japonaises n'ont pas été utilisées à leur avantage » : Rottman & Akira Takizawa (2008), p. 5.

9 La bataille de Cannes, qui a eu lieu le 2 août 216 av. J.-C. dans les Pouilles, au sud-est de l'Italie, est l'archétype de la bataille d'encerclement. De nombreux généraux ultérieurs ont aspiré à recréer la grande victoire d'Hannibal, peut-être le principal d'entre eux étant le *Generalfeldmarschall* Alfred von Schlieffen. Bien qu'il y ait un débat scientifique sur la question de savoir s'il y a réellement eu un « plan Schlieffen » codifié pour la défaite de la France au début du XXe siècle, il existe de nombreuses preuves que Schlieffen a été influencé par Cannes et son résultat : voir, par exemple, Zuber (2002), p. 219, et Echevarria (2000), p. 177. En effet, il a écrit une étude historique sur le sujet en 1909, affirmant que « la bataille de l'extermination peut être menée aujourd'hui selon le plan tel qu'il a été élaboré par Hannibal en des temps oubliés depuis longtemps. Le front hostile n'est pas le but de l'attaque de principe [sic] . . . L'essentiel est d'écraser les flancs... l'extermination est complétée par une attaque contre les arrières de l'ennemi » : Schlieffen (1931), p. 4. L'idéal de Cannes a continué à empiéter sur l'esprit des commandants. Au cours de sa campagne pour reconquérir l'est de la Libye, Rommel écrivit à sa femme, l'informant qu'il prévoyait une bataille d'encerclement : « It's gonna be a Cannae, modern style » : Rommel & Liddell Hart (1953), p. 116. De l'autre côté de la colline, Eisenhower affirmait que : « Chaque commandant au sol cherche la bataille de l'anéantissement ; dans la mesure où les conditions le permettent, il tente de reproduire dans la guerre moderne l'exemple classique de Cannes » : Eisenhower (1948), p. 325. La liste pourrait s'allonger, mais dans son influence à long terme, la bataille vieille de 2 000 ans est probablement unique. « Le génie d'Hannibal », selon Fuller, « a pu réaliser ce qu'il a fait grâce à la vision romaine de la guerre » : Fuller (2003a), p. 126. On pourrait dire la même chose de Joukov et des Japonais.

l'armée du Kwantung ont « pleuré de fureur » lorsqu'on leur a dit de se retirer, mais finalement, bien qu'à contrecœur, ils ont obéi.

On peut donc affirmer que la victoire soviétique à Khalkhin Gol/Nomonhan a contribué à l'ajustement et au réalignement de la politique étrangère du Japon à l'égard de l'Union soviétique. Le point culminant de cette situation a eu lieu avec le pacte de neutralité soviéto-japonaise du 13 avril 1941. Les répercussions militaires auraient dû être encore plus profondes. Pourtant, bien que le haut commandement se soit rendu compte que l'armée était relativement faible tout en conservant sa doctrine centrée sur l'infanterie, il ne pouvait, comme nous l'avons vu, faire grand-chose à ce sujet.

Cela dit, il a initié certaines améliorations. La capacité antichar de l'infanterie a été améliorée et un nouveau char moyen a été développé pour remplacer les modèles plus légers qui n'étaient pas conçus pour combattre un ennemi armé de manière équivalente. La méconnaissance des commandants orientés vers l'infanterie en ce qui concerne l'utilisation des blindés sur le champ de bataille a été corrigée, et de nouvelles formations interarmes ont été créées. Celles-ci se sont bien comportées lors des campagnes de la 2^e Guerre de Staline contre le Japon La guerre de Staline contre le Japon - Press Philippines et la Malaisie en 1942, mais n'ont jamais évolué en termes d'équipement, d'organisation ou de doctrine aux niveaux observés dans d'autres armées. En effet, et malgré l'expérience de Nomonhan, l'armée a continué à surestimer dans quelle mesure ses forces pouvaient faire face à des ennemis mécanisés avec une supériorité matérielle. C'était tout à fait en accord avec une disposition permanente et enracinée à tourner en dérision et à mépriser les capacités de combat de ses adversaires. Comme le dit Coox, « l'armée japonaise ne pouvait pas ou ne voulait pas comprendre ou estimer de manière réaliste l'ampleur des ennemis modernes des grandes puissances, qui opéraient de manière plus rationnelle, plus systématique et plus massive que les Japonais ».

Si l'armée impériale était arriérée en termes de guerre conventionnelle, on ne peut pas en dire autant de la guerre non conventionnelle. L'existence et l'histoire de la tristement célèbre unité 731 à Pingfan, près de Harbin, et de ses unités affiliées au Mandchoukouo et ailleurs, sont maintenant bien connues et largement documentées. Avec un personnel de plus de 10 000 personnes, dont bon nombre des meilleurs scientifiques médicaux du Japon, le développement de techniques de guerre biologique et, plutôt moins médiatisées, chimiques entre 1933 et 1945 a été considérable. Ils ne se sont pas limités aux tests de laboratoire.

Le 7 juillet 1939, l'armée du Guandong mobilisa des éléments de l'unité 731 à Khalkhin Gol et, à la fin du mois d'août, ils « traitèrent » un cours d'eau affluent, utilisé par les Soviétiques comme source d'eau, avec le choléra, la typhoïde et la shigella. Bien que l'on sût par expérience qu'il s'agissait d'un moyen inefficace de dissémination de ces agents, l'opération a été menée comme un moyen de tester des armes biologiques dans une situation de combat. Selon un témoignage cité dans un compte rendu publié sous l'égide du Surgeon General de l'US Army, « 22 ou 23 barils d'huile de 18 litres » de ces agents pathogènes ont été déversés dans la rivière. Le contenu a été « cultivé dans une gélatine végétale. Nous avons ouvert les couvercles et versé le contenu gélatineux des boîtes dans la rivière. Nous avons ramené les bidons avec nous afin de ne laisser aucune preuve. »⁹⁹ Bien qu'il n'y ait aucune trace de victimes soviétiques (et il n'y en avait probablement pas étant donné que les agents pathogènes ont perdu leur virulence presque immédiatement au contact de l'eau), les sources diffèrent quant aux effets sur le personnel japonais. Keiichi affirme qu'« au moins un » soldat japonais a été infecté et est mort plus tard de la typhoïde, lorsqu'il a renversé le contenu d'un tambour sur lui-même. Harris affirme qu'il y a eu « au moins 1 300 » victimes japonaises, dont « au moins 40 » sont mortes. D'autre part, Coox, que Harris reconnaît comme « l'autorité reconnue » sur l'incident de Nomonhan, pèse les preuves et rejette l'affaire comme une fiction qui trouve son origine dans des contes composés par « plusieurs écrivains japonais de gauche ». Quoi qu'il en soit la vérité en ce qui concerne Khalkhin Gol/Nomonhan, il ne fait aucun doute que les Japonais ont effectivement utilisé des armes biologiques et chimiques dans leur campagne en Chine.

Les érudits russes affirment également que l'armée du Guandong a intégré de telles méthodologies dans ses plans d'invasion massive de l'Union soviétique dans la seconde moitié de 1941. Au moment de l'incident de Nomonhan, l'armée avait un effectif de plus de huit divisions, mais celle-ci a été constamment développée de sorte qu'au début de 1941, elle comprenait treize divisions comptant quelque 350 000 hommes. L'impulsion pour confirmer les plans d'invasion est venue le 22 juin 1941 lorsque Hitler a abrogé le pacte de non-agression Molotov-Ribbentrop en envahissant l'Union soviétique le long d'un front de 3 200 km. Cet acte, l'opération Barberousse, inaugura ainsi ce qu'on appelle en russe la Grande Guerre patriotique.

Voyant de grands avantages découlant des premiers succès de l'Allemagne dans la campagne, le quartier général impérial à Tokyo proposa, et le gouvernement accepta, de nouvelles augmentations de la taille de l'armée du Guandong. En juillet et août, deux autres divisions, ainsi que « plus d'une centaine d'unités terrestres plus petites et un nombre égal d'unités aériennes », furent envoyées au Mandchoukouo. Cette accumulation a été appelée par euphémisme « manœuvres spéciales de l'armée du Guandong » et son effet final a été de doubler l'effectif de cette armée à 700 000 hommes, et le nombre d'avions de différents types à 600. La formation de nouvelles divisions en Corée a également été autorisée.

Malheureusement pour ceux qui pensaient que l'expansion vers le nord (*hokushinron*) était une politique dont le temps était venu, l'Union soviétique n'a ni succombé aux coups de marteau qui lui ont été infligés à l'ouest, ni complètement dépouillée de ses forces à l'est. Ainsi, le succès de ce « Barberousse japonais » n'a jamais été mis à l'épreuve. De plus, et comme l'histoire le rapporte, lorsque le Japon est entré dans la Seconde Guerre mondiale, il l'a fait en accord avec les préceptes de l'expansion vers le sud (*nanshin-ron*). En effet, à peu près au même moment où la quatorzième armée japonaise exploitait son débarquement réussi aux Philippines, et que sa vingt-cinquième armée faisait de même en Malaisie, Joukov utilisait certaines des techniques qu'il avait d'abord employées à Khalkhin Gol pour contrecarrer la tentative allemande sur Moscou.

Avec les zones de guerre du Japon loin au sud, le Mandchoukouo est devenu un marigot et l'armée du Guandong, le seul grand commandement à l'étranger à ne pas être engagé dans des hostilités ou sur le pied de guerre, n'était guère plus qu'une réserve stratégique. Malgré la série initiale de victoires éclatantes et de gains territoriaux obtenus par les armes japonaises, à la fois navales et militaires, la guerre – et la campagne contre les États-Unis en particulier – a rapidement tourné au vinaigre lorsqu'il est devenu nécessaire de défendre ces gains. Bien que de nombreuses unités de l'armée du Guandong impliquées dans la première série de conquêtes aient été initialement rendues, les opérations en cours dans des endroits tels que la Nouvelle-Guinée, la Birmanie et le puits perpétuel de suction de la Chine ont vu l'armée être progressivement dépouillée d'unités et d'équipements de première ligne. Elle se concentre particulièrement sur l'entraînement et le développement de fortifications défensives, tout en maintenant le statu quo le long des frontières.

Cependant, la situation de guerre, pour emprunter une expression, « ne s'est pas nécessairement développée à l'avantage du Japon ». La situation à l'époque de la conférence de Yalta en février 1945 a déjà été décrite, et pour le Japon, elle ne s'est certainement pas améliorée. La dénonciation du pacte de neutralité soviéto-japonais le 5 avril 1945 par Molotov était certainement un signe de la façon dont le vent soufflait à cet égard. En effet, la capitulation inconditionnelle de l'Allemagne les 7 et 8 mai, signée à Berlin en présence du maréchal Joukov à cette dernière date, a lancé le compte à rebours de l'engagement de Staline à entrer en guerre contre le Japon « deux ou trois mois » plus tard. La redoutable bataille d'Okinawa faisait rage lorsque l'Allemagne s'est rendue, et cette île a été considérée comme le dernier tremplin sur la route de l'invasion du Japon proprement dite.

En fait, le 6 avril 1945, dans le cadre des préparatifs de cette invasion, l'armée américaine avait établi un commandement regroupant toutes les unités de l'armée américaine et de l'armée de l'air de l'US Army dans le Pacifique sous un seul commandant : le général Douglas MacArthur. Comme nous l'avons déjà noté, MacArthur avait estimé en février 1945 que l'invasion ne pourrait pas être menée à bien « sans l'assurance que les Japonais seraient fortement engagés par les Russes

en Mandchourie ». Cette opinion, qui a été acceptée et approuvée par le chef d'état-major de l'armée américaine, le général George C. Marshall, et le ministère de la Guerre à Washington, n'a pas changé. Ce n'est pas surprenant compte tenu des estimations des services de renseignement sur la force japonaise.

Lors de la dernière conférence des « Trois Grands » de la guerre, baptisée à juste titre Terminal, qui s'est tenue à Potsdam entre le 17 juillet et le 2 août 1945, le Comité de renseignement combiné, qui était responsable de la collecte et de la diffusion de renseignements militaires à l'usage des chefs d'état-major et des planificateurs d'état-major combinés, a présenté un rapport. Celui-ci soulignait que « la composante terrestre des forces armées japonaises reste le plus grand atout militaire du Japon » et que dans le cadre de l'exercice de la loi, la traduction était dans un ton militaire. de la Corée, de la Mandchourie et de la Chine du Nord, ils « totalisent maintenant plus de 1 200 000 hommes (24 divisions actives et 5 divisions de dépôt) ». Ce nombre devrait augmenter : *« En prévision d'une éventuelle entrée en guerre des Soviétiques, ces forces seront encore renforcées par les retraits de la Chine centrale et méridionale, et nous pensons qu'ils pourraient avoir environ 1 500 000 hommes, dont plus de 40 divisions, dans cette région d'ici la fin de l'année. »*

Cette évaluation n'était pas très éloignée de la réalité si l'on inclut quelque 300 000 soldats du Mandchoukouo – « d'une valeur de combat douteuse, mais capables de garder les lignes de communication et d'accomplir des tâches de service ». Des recherches d'après-guerre ont révélé qu'en 1945, l'armée purement japonaise du Guandong se composait de 713 000 hommes répartis en trente et une divisions d'infanterie, plus neuf brigades d'infanterie indépendantes. deux brigades de chars et une brigade spécialisée. En termes d'équipement, ces forces possédaient 1 155 chars légers, 5 360 canons et 1 800 avions. Cette recherche ultérieure a cependant révélé quelque chose que les services de renseignement contemporains n'ont pas été en mesure d'aborder : la qualité de cette armée. Bien qu'en termes de chiffres, elle paraissait impressionnante, la politique de redéploiement sur les théâtres d'opérations de ses meilleures unités et de ses meilleurs équipements l'avait laissée vide. Les remplaçants, bien qu'ils constituaient les effectifs, se composaient en grande partie de « miliciens, de réservistes, de réservistes et de petites unités cannibalisées ».

Au moment de la conférence de Potsdam, l'Armée rouge avait déjà transféré une quantité massive d'hommes, de matériel et d'équipement en Extrême-Orient. La planification de l'invasion du Mandchoukouo et des autres territoires japonais avait commencé en mars 1945 et la mise en place logistique commençait le mois suivant. Cette tendance s'est intensifiée à partir de mai et a continué à croître. En juin et juillet, entre vingt-deux et trente trains parcouraient quotidiennement le parcours de 9 000 à 12 000 km le long du chemin de fer transsibérien. Selon Glantz, à la fin de juillet, le redéploiement était « pratiquement terminé ». La campagne devait commencer le 15 août si ce que Staline avait dit à Truman était exact ; le président a rapporté que le 17 juillet, le dirigeant soviétique l'a informé qu'il « sera dans la guerre des Japonais le 15 août. Fini Japs quand cela se produit. »

Il y avait, bien sûr, un autre facteur militaire à entrer dans l'équation en ce qui concerne la conquête finale du Japon, un facteur qui ne s'est concrétisé qu'au cours de la conférence. Le 16 juillet, la première détonation nucléaire au monde s'est produite à Alamogordo, au Nouveau-Mexique. c'était le point culminant (jusqu'à présent) du projet Manhattan. Cette nouvelle arme était, potentiellement, un énorme changement de jeu pour quiconque la maniait. Comme Churchill, qui avait été informé du succès de l'essai, l'a formulé : « Une question plus complexe était de savoir ce qu'il fallait dire à Staline. » La « question » doit être considérée dans le contexte de la compréhension de Churchill, telle qu'exprimée dans une note du 23 juillet, concernant l'entrée soviétique dans la guerre japonaise : « Il est tout à fait clair que les États-Unis ne souhaitent pas à l'heure actuelle la participation russe... » Il s'agissait d'un changement de politique majeur.

L'entrée du journal de Truman du 25 juillet fait état de sa décision concernant la bombe atomique : elle devait être utilisée « contre le Japon entre maintenant et le 10 août ». Bien que Staline n'ait pas été informé du déploiement opérationnel proposé, la « question complexe » avait reçu une réponse le 24 juillet ; Le fait que les États-Unis possédaient une « nouvelle arme d'une

force destructrice inhabituelle » lui a été « mentionné avec désinvolture » par Truman. Selon le récit du président, le dirigeant soviétique n'a montré « aucun intérêt particulier », se contentant de remarquer qu'« il était heureux de l'entendre et espérait que nous en ferions « bon usage contre les Japonais ».

Le désintérêt apparent de Staline a été pris par tous ceux qui l'ont vu comme une preuve qu'il n'avait aucune connaissance de cette « arme de force destructrice inhabituelle » et qu'il ne comprenait donc pas la signification de ce qu'il avait entendu. Par exemple, Antony Eden, le ministre britannique des Affaires étrangères, a écrit plus tard que « Churchill et moi, qui regardions secrètement, avions des doutes sur le fait que Staline l'avait compris. » En fait, Staline, que Truman avait reconnu comme étant « intelligent comme l'enfer », était très loin de ne pas l'avoir « compris ». Au contraire, il avait déterminé à l'avance que si Truman mentionnait l'affaire, il ferait semblant de ne pas le faire comprendre ». Il avait à la fois une connaissance privilégiée du projet Manhattan par le biais de l'espionnage et présidait une entreprise similaire. Joukov a rapporté plus tard : *« De retour dans ses quartiers après cette réunion, Staline, en ma présence, raconta à Molotov sa conversation avec Truman. Ce dernier a réagi presque immédiatement. « Laissez-les. Nous devons accélérer les choses. J'ai compris qu'ils parlaient de recherches sur la bombe atomique. »*

Selon Hasegawa, la « demi-vérité » de Truman concernant la bombe atomique « a piqué les soupçons de Staline ». Sans doute ! De plus, et si c'est le cas, alors elle a dû être considérablement exacerbée par la publication de la Déclaration de Potsdam (Proclamation définissant les termes de la capitulation japonaise) le 26 juillet, sans aucune notification préalable à l'Union soviétique. Lancé conjointement par les États-Unis, l'Empire britannique et la Chine, cet ultimatum (« une grosse bombe d'effroi dirigée contre nous » selon Sato Naotake, l'ambassadeur du Japon à Moscou) a été lancé par Truman aux Soviétiques sans méfiance, avec l'apport direct de James Byrnes, son secrétaire d'État récemment nommé. Ce n'est qu'après que la Déclaration eut été diffusée à la presse et au public que Byrnes en envoya une copie à Molotov, qui a immédiatement demandé que l'annonce soit reportée. Il était, bien sûr, trop tard pour cela.

Le changement majeur de politique que Churchill avait mentionné le 23 juillet devenait maintenant plus clair pour Staline et son régime ; les États-Unis, semblait-il, cherchaient à obtenir la reddition du Japon avant que l'Union soviétique ne puisse entrer en guerre. Le fait que cela pourrait bien se produire plus tôt que tard est devenu évident le 6 août, quatre jours seulement après la fin de la conférence de Potsdam, lorsque la première bombe atomique a explosé au-dessus d'Hiroshima. Staline a qualifié le bombardement de « superbarbarie », mais ne se faisait pas d'illusions sur le fait qu'il représentait un changement radical dans la guerre. Cela a eu d'énormes ramifications politiques. Le principal physicien nucléaire de l'Union soviétique, Igor Kourtchatov, s'est vu dire qu'il devait « nous fournir des armes atomiques dans les plus brefs délais. Vous savez qu'Hiroshima a secoué le monde entier. L'équilibre a été détruit. Fournir la bombe – elle nous enlèvera un grand danger. » Staline croyait que l'arme avait été utilisée pour « faire chanter » l'Union soviétique, plutôt que pour vaincre un Japon qui était « déjà condamné ». Craignant de nouvelles attaques, conscient qu'il ne « détenait plus la plupart des cartes militaires » et que la résistance japonaise pourrait bien s'effondrer sous un tel bombardement, Staline ordonna à l'Armée rouge de commencer son offensive tôt le 9 août, à peine trois jours après Hiroshima.